

législature, renfermait de nombreux amendements importants. Mais le gouvernement n'a malheureusement pas réussi à obtenir la collaboration des libéraux et des néo-démocrates, même pour faire adopter les dispositions de ce projet de loi sur lesquelles tous les partis s'étaient entendus.

• (1920)

Le gouvernement espère que les travaux importants que la commission a entrepris l'aideront à faire le consensus sur bien des questions complexes. La commission est la seule apte à lui fournir des conseils sur les principes et les modalités qui régissent les représentants élus et leur parti politique respectif. Le gouvernement a hâte de savoir ce qu'elle va lui conseiller.

LA VIOLENCE ENVERS LES FEMMES

Mme Mary Clancy (Halifax): Monsieur le Président, lorsque j'ai pris la parole le 8 décembre dernier, le Canada était stupéfié et atterré par l'horrible massacre de jeunes étudiantes à Montréal.

À cette occasion, j'avais posé au premier ministre une série de questions auxquelles lui et la ministre de l'Emploi et de l'Immigration ont donné quelques réponses. Mes questions étaient simples. J'avais d'abord demandé au premier ministre s'il accepterait de constituer un comité mixte de la Chambre et du Sénat qui aurait pour mandat de chercher des solutions au problème omniprésent que constitue la violence contre les femmes canadiennes.

Deuxièmement, j'avais demandé au premier ministre s'il entendait consulter des représentantes des groupements féministes pour tirer parti de leurs expertise et mettre fin à la violence faite aux femmes.

Troisièmement, j'ai demandé si le premier ministre était disposé à s'engager à rétablir le financement des programmes de promotion de la femme, en particulier les programmes de lutte contre la violence faite aux femmes, qui ont subi des coupes de 15 p. 100.

Le premier ministre et la ministre de l'Emploi et de l'Immigration qui, comme nous le savons tous, est aussi ministre responsable de la condition féminine, ont déployé de vaillants efforts pour montrer à quel point le gouvernement était consterné par les événements de Montréal.

Le premier ministre a souligné qu'il avait rencontré les étudiants de l'Université de Montréal et que son gouvernement essayait, par une foule de moyens, d'enrayer la violence. Malheureusement, il n'a réussi qu'à prouver

L'ajournement

encore une fois qu'il coûte moins cher de faire des discours que de prendre des mesures concrètes.

Le problème ne s'est pas atténué simplement parce que le temps a passé depuis le massacre de Montréal. Cependant, les efforts que le gouvernement s'est engagé à déployer pour supprimer la violence contre les femmes ont non seulement diminué, mais ils nous paraissent à tous inexistants.

Il n'en reste pas moins vrai qu'aucun comité mixte de la Chambre des communes et du Sénat n'a été nommé. Les programmes pour les femmes ont été systématiquement réduits de 15 p. 100 et, si le premier ministre s'est entretenu sous quelque forme officielle que ce soit avec des organismes chargés d'éliminer la violence contre les femmes, assurément il ne nous l'a pas dit. Je pense qu'il nous l'aurait annoncé, s'il l'avait fait.

Que faudra-t-il pour que le gouvernement prenne enfin conscience qu'il doit prendre des mesures? Certes, la situation à Montréal était horrible à cause des circonstances et du nombre de jeunes femmes assassinées. Mais tous les jours au Canada des femmes sont battues, exploitées, assassinées. Il faut prendre des mesures, et dès maintenant. Il ne suffit pas de reconnaître que le problème existe. Nous savons tous que le problème existe. Le temps est venu de parler et d'agir.

Le premier ministre prétend que c'est l'un des problèmes les plus graves de notre société, mais il ne semble pas vouloir faire plus. Les programmes ne sont pas suffisamment financés. On n'a pas demandé aux groupes féminins d'aider à concevoir une stratégie qui remédierait à la situation et, le plus absurde, c'est que le premier ministre n'exploite pas les ressources qu'il a à sa disposition pour nommer un comité des Communes et du Sénat qui pourrait recueillir les réactions immédiates de nombreux groupes du pays qui ont de bonnes idées sur les moyens d'enrayer la violence envers les femmes.

Devant quoi sommes-nous? Devant un gouvernement voué à l'inertie. Loin de moi de prétendre que les députés ministériels ne sont pas aussi sensibles que les députés de l'opposition aux événements horribles qui sont survenus à Montréal et à la violence quotidienne contre les femmes. Je pense que les députés d'en face manquent de volonté politique pour faire quoi que ce soit.

J'ai déjà posé des questions dans cette Chambre au sujet d'un programme d'initiatives spéciales pour endiguer la vague de violence contre les femmes dans les maisons de transition. On m'a répondu que moins du quart de l'argent avait été dépensé. Que disent les groupes de femmes de tout le Canada qui s'occupent de maisons de transition? Elles affirment que lorsqu'elles communiquent avec le gouvernement du Canada, elles n'obtiennent aucune réponse; elles ne savent pas com-